

**ARRÊTÉ N°2016/68
PRESCRIVANT LA MODIFICATION N°2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE
LA VILLE DE VILLEPINTE**

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants, et R153-21,
Vu la délibération n° 2012-107 du 4 juillet 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),
Vu la délibération n°2014-058 du 23 avril 2014 lançant la procédure de mise en révision du PLU,
Vu la délibération n°2015-056 du 11 avril 2015 approuvant la modification n°1 du Plan Local de l'Urbanisme,
Vu la délibération n° 2006-239 du Conseil Municipal du 14 décembre 2006 portant sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté,
Vu la délibération n° 2007-121 du Conseil Municipal du 19 juin 2007 autorisant la signature d'un traité de concession entre la Commune et l'AFTRP,
Vu le traité de concession de la ZAC de la Pépinière et du terrain des Peupliers signé entre la Commune et l'AFTRP (actuel Grand Paris Aménagement),
Vu l'avenant n° 1 signé le 11 juillet 2014 prorogeant le traité de concession de 7 ans,
Vu l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement signé le 28 décembre 2015 définissant les modalités de reprise de l'opération,

Considérant que les modifications apportées doivent permettre la mise en œuvre de la phase opérationnelle du projet de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Pépinière, afin que l'ensemble du programme soit achevé en 2021, date à laquelle le traité de concession de la ZAC prend fin,
Considérant que certains articles du règlement écrit de la zone AUv ainsi que le zonage doivent être modifiés afin que les premiers permis de construire puissent être déposés en 2016,
Considérant que les modifications du règlement peuvent avoir comme conséquence de majorer de 20% les possibilités de construction de la zone AUv,
Considérant que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) portée sur le site de la Pépinière doit évoluer pour permettre la mise en œuvre du projet de ZAC de la Pépinière et du terrain des Peupliers,
Considérant que les modifications ne portent pas atteinte au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
Considérant que la teneur de la modification ne réduit ni la Zone A ou N, ni un EBC, ni une zone de protection et n'induit pas de risque de nuisance,

ARRÊTE


- ARTICLE 1** De prescrire la modification du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 juillet 2012, en vue de permettre la mise en œuvre de la phase opérationnelle du projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Pépinière, afin que l'ensemble du programme soit achevé en 2021, date à laquelle le traité de concession de la ZAC prend fin et le dépôt des premiers permis de construire en 2016.
- ARTICLE 2** Conformément aux dispositions de l'article L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au préfet et aux personnes publiques associées pour avis avant l'ouverture de l'enquête publique.
- ARTICLE 3** Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n° 2 du PLU auquel seront joints, le cas échéant, les avis des personnes publiques associées.

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160418-2016-68-
AR
Date de télétransmission :
26/04/2016

- ARTICLE 4** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du conseil territorial.
- ARTICLE 5** Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité et d'information édictées à l'article R153-21 du code de l'urbanisme :
- Affichage à l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Villepinte pendant 1 mois,
 - Mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
 - Publication au recueil des actes administratifs de l'EPT.
- ARTICLE 6** Un recours peut être formé dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publication par tout administré y ayant intérêt devant le Tribunal Administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig - 93558 Montreuil cedex.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis au Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité, et une ampliation sera effectuée :
- à Madame le Maire de la Ville de Villepinte
 - au Directeur Général des Services de la Ville de Villepinte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 18 avril 2016

Le Président



Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160418-2016-68-
AR
Date de télétransmission :
26/04/2016